

Convention collective

IDCC : 9871. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE,
ÉLEVAGE, CULTURES SPÉCIALISÉES, ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS ET FORESTIERS, ARBORICULTURE ET CUMA
(HAUTE-VIENNE)
(18 février 1965)**

(Etendue par arrêté du 5 novembre 1965,
Journal officiel du 17 décembre 1965)

AVENANT N° 133 DU 26 JANVIER 2009

NOR : *AGRS0997087M*

IDCC : 9871

Entre :

La fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles de la Haute-Vienne ;

La chambre syndicale des exploitants agricoles employeurs de main-d'œuvre de la Haute-Vienne ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Vienne,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats ouvriers de la Haute-Vienne CGT ;

L'union départementale des syndicats ouvriers de la Haute-Vienne CGT-FO ;

Le syndicat général départemental des salariés de l'agroalimentaire de la Haute-Vienne FGA-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article C « Garantie incapacité temporaire de travail » est ainsi annulé et remplacé par :

« En cas d'incapacité temporaire de travail dûment justifiée par prescription médicale et ouvrant droit à l'indemnité journalière légale de maladie des assurances sociales agricoles, le salarié bénéficie d'une indemnité complémentaire versée par Agri Prévoyance de sorte que l'indemnisation globale (indemnité légale plus indemnité complémentaire) s'élève à :

- 90 % du salaire brut retenu par le régime de base pour le calcul des indemnités journalières légales, pendant 90 jours ;

- 80 % du même salaire tant que dure le versement des indemnités journalières légales (1095 jours maximum).

Les conditions de versement des indemnités journalières complémentaires sont les suivantes :

- le versement des indemnités journalières complémentaires intervient :
 - après un délai de carence de 7 jours en cas d'accident et de maladie de la vie privée ;
 - sans délai de carence en cas d'arrêt consécutif à un accident de travail, de trajet, ou de maladie professionnelle ;
 - l'indemnisation prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de servir au salarié une indemnisation nette supérieure à sa rémunération nette d'activité ;
 - en cas de rupture du contrat de travail, avant la fin de la période d'indemnisation, les garanties sont maintenues jusqu'à la fin de l'indemnisation ;
- les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales. »

Article 2

L'article F « Cotisations » est ainsi annulé et remplacé par :

« La garantie décès est financée par une cotisation égale à 0,40 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres quelle que soit leur ancienneté.

Cette cotisation est répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'employeur et de 50 % à la charge du salarié.

La garantie incapacité de travail est financée par une cotisation égale à 0,90 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres quelle que soit leur ancienneté.

Cette cotisation est répartie à hauteur de 63 % à la charge de l'employeur et de 37 % à la charge du salarié.

La part patronale de la cotisation incapacité de travail comprend le financement de la garantie légale de maintien de salaire due par l'employeur en cas de maladie ou d'accident de ses salariés, prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail soit 0,44 %.

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,20 % exclusivement à sa charge et destinée à l'assurance des charges sociales patronales.

Les cotisations sont donc les suivantes :

(En pourcentage.)

RÉMUNÉRATION BRUTE TOTALE	TAUX	PART patronale	PART salariale
Incapacité de travail	0,90	0,565	0,335
Décès	0,40	0,20	0,20
Total	1,30	0,765	0,535

RÉMUNÉRATION BRUTE TOTALE	TAUX	PART patronale	PART salariale
Assurance des charges sociales patronales	0,20	0,20	–
Total	1,50	0,965	0,535

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} avril 2009.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, section agricole, 2, allée Saint-Alexis, BP 13203, 87032 Limoges Cedex.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de la convention collective.

Fait à Limoges, le 26 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)